Sous le signe de la pitié

[/Plaindr' les pauvr's, c'est comm' vendr' ses charmes:
Ça d'viént un véritabl' métier.

Jehan Rictus/]

Les années que nous venons de vivre nous ont permis de constater (s'il en était besoin) que la pitié n'est décidément pas une marchandise d'exportation.

Tel qui s'apitoyait sur les victimes des bombardements anglo-américains restait absolument froid au spectacle des atrocités nazies; tel qui frémissait des crimes hitlériens regardait d'un œil sec brûler les maisons et leur contenu à la suite d'un raid allié; aujourd'hui même où la guerre ne nous menace plus, qui songe qu'en Extrême-Orient des hommes de toutes couleurs et de toutes races meurent stupidement, sans autre profit pour l'humanité que celui des marchands de guerre?

Cependant, par un curieux paradoxe des choses, en cette époque d'égoïsme farouche et de muflerie ostentatoire, la pitié ne s'est jamais fait entendre pareillement, elle n'a jamais disposé d'une pareille publicité, elle n'a jamais connu une telle vogue; de l'éclat des cuivres au trémolo de la mandoline, on n'a jamais joué à ce point de la sensiblerie humaine.

Tournez le bouton d'un poste de T.S.F. égarez-vous dans une salle de cinéma, levez les yeux sur les affiches dont les murs sont couverts, partout on fait appel à votre attendrissement.

Les motifs ne manquent pas: lutte contre la tuberculose, le cancer, les taudis, en faveur des déportés et prisonniers, pour les vacances des enfants, pour les sinistrés..., et la liste n'est pas close.

Mais dites-moi donc, que fait l'État lui-même pour soulager

tant de misères, où vont ces impôts, qui ne semblent pas prêts à décroître et auxquels la paix (contrairement à ce qu'on pouvait espérer pour l'impôt cédulaire) n'a pas mis un terme?

Quelles mesures l'État va-t-il prendre? Songe-t-il à abolir ce gouffre militariste, maintenant que l'Allemagne est à terre et que même les Français ont des pactes d'amitié avec la Russie, l'Angleterre et les U.S.A.?

Non, il mendie, il mendie à la charité publique le pain que son incapacité ne peut assurer à chaque homme; il mendie les cités d'enfants qu'il n'a pu élever; il mendie les sanatoriums, les hospices, tout ce qui aurait pu enrichi, le monde avec ce qu'il a englouti dans «sa» guerre.

Car, qu'on ne s'y trompe pas, la guerre est une nécessité étatique, et aussi longtemps qu'il y aura des États, aussi longtemps nos enfants seront promis aux charniers.

Le peuple semble avoir compris que le capitalisme est fomentateur de massacres. Quand comprendra-t-il que l'État, aussi sûrement que le capitalisme, «porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage»? Quand s'élèvera-t-il contre cette autre forme de sa misère et de son esclavage?